

JOIN NOW THE NEW **COMMUNITY OF PRACTICE ON CHEMICALS AND THE SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS**

Organized by the SAICM Secretariat and the University of Cape Town



Publier:1 de 2022

Date de discussion: 20 avril 2022

Résumé de la discussion 1

Sujet de discussion: Le lien entre le changement climatique et les accidents chimiques

L'impact des risques naturels sur les installations dangereuses est de plus en plus préoccupant. Les aléas naturels (tels que les tremblements de terre, les inondations ou les tempêtes) peuvent déclencher des événements susceptibles de remettre en cause la sécurité et le fonctionnement d'installations dangereuses et de déclencher un accident chimique. Ces accidents sont appelés accidents technologiques déclenchés par des risques naturels (Natech). La gestion des risques Natech doit tenir compte de l'impact possible du changement climatique sur l'occurrence et la gravité des événements Natech. Les données et les projections montrent que la fréquence et l'intensité des aléas naturels pourraient augmenter dans les décennies à venir; et certains d'entre eux peuvent se produire à des endroits où ils n'ont jamais été observés d'auparavant. Couplée à une expansion humaine croissante, l'intégration des risques et des incertitudes liés au changement climatique dans la gestion des risques de Natech est essentielle.

Alors même que la technologie évolue et que la structure du travail continue de changer radicalement, les accidents industriels majeurs continuent de représenter une menace majeure pour la sécurité et la santé des travailleurs dans le monde entier. Les substances potentiellement dangereuses sont omniprésentes dans de nombreuses industries et revêtent une importance stratégique pour de nombreuses économies nationales. Cependant, en l'absence d'une bonne gestion des produits chimiques sur le lieu de travail, d'une évaluation appropriée des risques et d'autres actions et politiques préventives, ces substances peuvent présenter un risque grave et imminent de survenue d'accidents industriels majeurs (AIM). Le monde du travail et l'environnement naturel sont intrinsèquement liés. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement qui en découle présentent des risques croissants pour la santé et la sécurité des travailleurs, en particulier lorsqu'il s'agit de MIA. Des évaluations élargies des risques sur le lieu de travail prenant en compte le risque de changement climatique et ses impacts associés sont de plus en plus nécessaires pour la prévention des AMI. Le rôle du tripartisme et du dialogue social face à une planète et un monde du travail en évolution rapide sont également essentiels pour une action préventive coordonnée.

La Convention de Bâle régleme les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets et oblige ses Parties à veiller à ce que ces déchets soient gérés et éliminés d'une manière écologiquement rationnelle. La Convention couvre les déchets toxiques, vénéneux, explosifs, corrosifs, inflammables, écotoxiques et infectieux. Cependant, depuis de nombreuses années, le trafic illégal de déchets et de déchets dangereux a un impact sur l'environnement et la santé.

À PROPOS DES PRÉSENTATEURS



Marie-Ange Baucher travaille à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) depuis 14 ans. Elle travaille au sein de la division Environnement, santé et sécurité de la Direction de l'environnement.



Dr Halshka Graczyk est spécialiste technique en sécurité et santé au travail (SST) à l'Organisation internationale du travail (OIT).



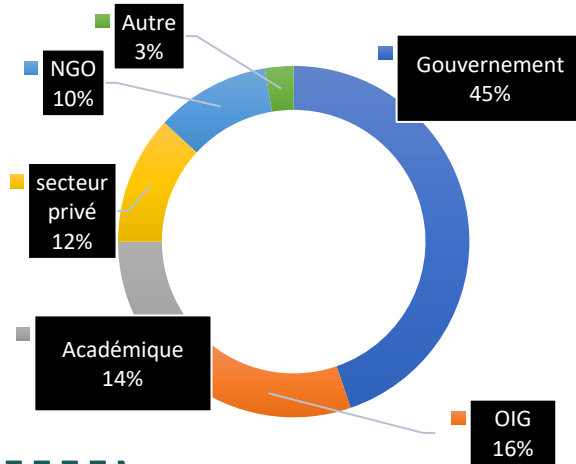
Semia Gharbi est enseignant-consultant en sciences et gestion de l'environnement, président de l' [Association d'éducation à l'environnement pour les générations futures](#), membre de la [Réseau Tunisie Verte](#), Coordinatrice du pôle régional pour [PEN \(Réseau international pour l'élimination des polluants\)](#) dans la région MENA / Afrique du Nord, membre de PAN Africa et mentionné comme profil d'expert du PNUÉ sur le site web du PNUÉ et membre de WECF et WMG. De plus, elle sera panéliste à l'événement BRS du 8 juin 2022.

DISCUSSION 1 RÉPARTITION DE LA PARTICIPATION

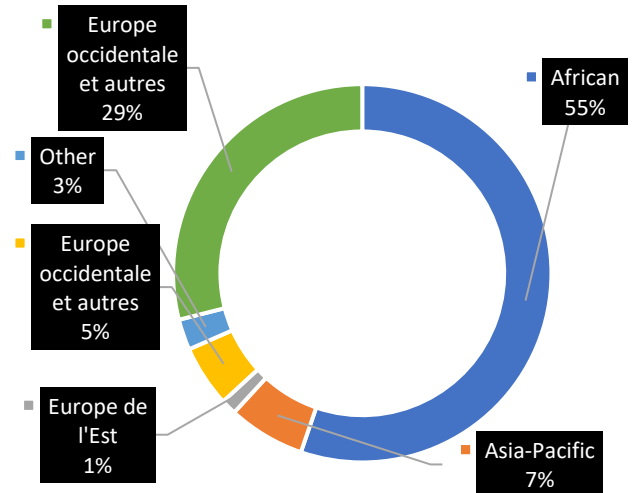
TOTAL DES PARTICIPANTS À LA DISCUSSION 1 : 76

Femme : 30
Homme : 43
Autre : 3

Représentation sectorielle



Représentation régionale



Clés:
OIG – Organisation intergouvernementale
ONG – Organisation non gouvernementale

Discussion 1 de la communauté de pratique sur les produits chimiques et les ODD Résumé et prospective

1. Il a été demandé aux participants si leur pays avait **connaissance suffisante des risques Natech liés au changement climatique**. La **majorité (88 %) des participants ont conclu qu'il n'y avait pas suffisamment de sensibilisation** de celles-ci dans leurs pays. Ils ont identifié l' **absence de cas enregistrés** des incidents passés liés au climat, **informations limitées disponibles** sur les accidents de Natech et **les manque de secteurs pertinents travaillant ensemble** comme raison du manque de sensibilisation. Cela a été réitéré par les participants, comme **plus de la moitié (52%) ont indiqué qu'ils n'étaient pas sûrs des accidents de Natech** dans leur pays. Pour l'avenir, il est très **important de continuer à sensibiliser sur le risque de Natech et sur la façon dont ces risques peuvent être évalués et gérés**. Des efforts doivent être faits pour intégrer la gestion des risques de Natech dans **mesures de prévention, de préparation et de réponse** aux accidents chimiques ainsi qu'aux mesures de gestion des risques de catastrophe.
2. Les participants ont été interrogés sur **le rôle du monde du travail dans la prévention des accidents industriels majeurs (AMI) et améliorer la sécurité et la santé au travail (SST)** à une époque de risques croissants posés par le changement climatique. Les rôles importants identifiés par les participants étaient la **participation intergouvernementale, mise en œuvre des normes internationales du travail et des codes de pratique de l'OIT, documents d'orientation, formation de sensibilisation pour les autorités de réglementation et les décideurs, plans de communication des risques pour les MIA dans la politique locale de SST, dispositions législatives en matière de SST pour le changement climatique et le commerce des produits chimiques**. Les participants de diverses régions (Afrique, Europe, Asie du Sud-Est et Moyen-Orient) connaissaient les cadres juridiques en matière de SST qui protègent les travailleurs contre les risques en matière de SST dus aux AIM ou à d'autres expositions dangereuses. Cependant, 38 % des participants n'étaient pas sûrs ou ne savaient pas si le changement climatique était considéré comme une menace liée au lieu de travail dans leur pays. En attendant, c'est **important de mieux faire connaître le rôle du monde du travail dans l'atténuation des impacts** du changement climatique pour les travailleurs, en particulier ceux qui peuvent être les plus vulnérables, comme ceux qui travaillent à l'extérieur dans

l'agriculture et la construction. **Dialogue social entre acteurs du monde du travail** est fondamental pour garantir des approches intégrées des actions de SST en ce qui concerne les risques croissants liés au changement climatique.

3. Les participants ont discuté de la manière dont **le changement climatique accroît le problème du mouvement des déchets dangereux**. Les problèmes soulevés étaient le mouvement des déchets dangereux **à une autre partie de l'environnement** (par exemple, lessivage de produits chimiques affectant les eaux souterraines), le **développement de technologies vertes causant des produits électroniques indésirables** devenir des déchets électroniques expédiés vers les PRFI et l'absorption de produits chimiques dans le corps humain. Regarder vers l'avant, **plaidoyer pour les délégués et les décideurs** sur l'application de la réglementation nationale, la corruption et le non-respect/la mise en œuvre des conventions internationales est nécessaire pour accroître leurs connaissances sur le trafic illégal de déchets et améliorer l'infrastructure de leur pays pour y faire face.

[Pour un résumé plus détaillé de la discussion, voir l'annexe ci-dessous](#)

ANNEXE

RÉSUMÉ DÉTAILLÉ DE LA DISCUSSION 1

LA DISCUSSION A ÉTÉ STRUCTURÉE AUTOUR DE TROIS QUESTIONS ET LES APPORTS CLÉS DES PARTICIPANTS SONT PRÉSENTÉS SOUS CHAQUE QUESTION :

1. Pensez-vous qu'il y a une sensibilisation suffisante aux risques Natech dans votre pays en ce qui concerne le changement climatique ? Quels sont les principaux défis que vous pouvez voir pour établir des mesures de prévention pour Natech ?

RÉGION	SENSIBILISATION (OUI/NON) LES ENJEUX DE NATECH RISQUES
AFRIQUE	
BOTSWANA	<p>Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les aléas n'ont pas été cartographiés dans le pays car il est difficile d'élaborer des mesures de risque associées aux aléas.
ETHIOPIE	<p>Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le manque de sensibilisation à Natech dans le pays fait qu'il n'est pas pris en compte et intégré dans le plan gouvernemental. ➤ En tant que pays à revenu faible à intermédiaire (PRFI), les risques naturels sont traités séparément des activités anthropiques. Le système d'alerte précoce se concentre uniquement sur les risques naturels.
ESWATINI	<p>Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un département de gestion des catastrophes fournit une réponse immédiate aux catastrophes naturelles, cependant, il n'y a aucune préparation pour intégrer les accidents Natech.
KENYA	<p>Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La connaissance des risques Natech n'est pas suffisante.
MALAWI	<p>Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Il n'y a pas assez de prise de conscience des risques de Natech concernant le changement climatique en raison du manque de cas enregistrés d'incidents passés liés au climat. Par exemple, le seul incident enregistré d'un accident chimique s'est produit après un incendie. ➤ Le manque d'installations de production de produits chimiques, de grands entrepôts de produits chimiques et le peu d'incidences de catastrophes naturelles sont quelques-unes des raisons pour lesquelles un petit effort a été fait dans les PRFI pour lutter contre Natech
MOZAMBIQUE	<p>Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le principal défi est la définition des critères permettant d'établir un périmètre de sécurité approprié entre les installations et la population vivant ou travaillant à proximité d'une industrie.
AFRIQUE DU SUD	<p>Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les décideurs politiques et les universitaires sud-africains ne sont pas suffisamment sensibilisés.

Oui

- En Afrique du Sud, la loi n° 57 de 2002 sur la gestion des catastrophes (DMA) traite de la gestion nationale des catastrophes. Le Centre national de gestion des catastrophes (NDMC) promeut un système intégré et coordonné de gestion des catastrophes, avec un accent particulier sur la prévention et l'atténuation, par les organes nationaux, provinciaux et municipaux de l'État, les fonctionnaires statutaires et d'autres acteurs impliqués dans la gestion des catastrophes et communautés. Les avis tels que le Service météorologique sud-africain (SAWS) sont utiles pour les systèmes d'alerte précoce ; DAFF's Climate Change and Disaster Management et ARC : Institute for Soil, Climate and Water.
- Les organisations pétrolières doivent suivre la Loi sur les oléoducs pétroliers et pour cela, nous devons nous conformer et avoir des plans d'urgence pour les pannes de système, les accidents et autres urgences (y compris les catastrophes naturelles et les accidents industriels).

SOMALIE**Non**

- Il y a maintenant une prise de conscience de Natech.

TANZANIE**Non**

- Création de conscience.
- Application et expertise.

ZAMBIE**Non**

- Des informations limitées sont disponibles sur les risques de Natech concernant le changement climatique. Il s'agit d'un domaine relativement nouveau, et peu d'attention a été accordée au lien entre le changement climatique et ce type de risque.
- Récemment, les projets d'infrastructures d'eau et d'assainissement ont tenté de garantir que les installations sont résilientes au climat.
- Les principaux défis sont liés à l'insuffisance des données et à l'interconnectivité des sources d'information entre les institutions. Pour se préparer aux risques climatiques, les données doivent être robustes et collectées sur une durée considérable et c'est là que réside le principal enjeu.
- La connaissance de Natech est insuffisante. La faible implication des parties prenantes dans les outils de communication des risques est un défi.
- La formation dans la plupart des disciplines d'ingénierie n'inclut pas les risques liés au changement climatique et la conception d'infrastructures.
- La Zambie a une solide politique de préparation et de réponse aux catastrophes qui met l'accent sur la sécurité alimentaire, les déplacements dus aux inondations et autres urgences de santé publique. L'aspect technologique reste à développer.
- La politique de préparation aux catastrophes doit être renforcée pour intégrer les risques Natech et être couverte par l'Agence zambienne de gestion de l'environnement.

ZIMBABWE**Non**

- Il y a un manque de personnel adéquat spécifique à la tâche à risque.
- Il existe une unité de protection civile (CPU) qui est normalement réactive lorsqu'une situation de catastrophe s'est déjà produite.
- Au Zimbabwe, les risques Natech sont peu connus. Cependant, la prise de conscience générale des catastrophes naturelles associées au changement climatique a augmenté au fil des années suite à la récurrence des incidences des cyclones. Les principaux défis en termes de préparation à la réponse ont été en grande partie une mauvaise coordination et des ressources limitées.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**JAMAÏQUE****Non**

- L'augmentation des inondations dans le pays pose des risques de pollution chimique dans les usines de fabrication et de stockage.
- Les ouragans sont saisonniers en Jamaïque et souvent, les inondations sont associées aux ouragans. Par conséquent, il est nécessaire de mettre en place un système d'alerte aux ouragans.

- Le stockage des pesticides est nécessaire.
- Comme l'emplacement des vendeurs de pesticides est connu, il peut être un point de départ pour une carte. Cependant, pour d'autres produits chimiques, il n'y a pas de développement en Jamaïque.

ASIE DU SUD EST

NÉPAL **Non**

- Il n'y a pas de sensibilisation liée à Natech.

MOYEN-ORIENT

L'IRAN **Oui**

- Ces dernières années, il y a eu une prise de conscience accrue des problèmes connexes, car l'Iran est une terre vulnérable aux catastrophes telles que les tremblements de terre, le changement climatique, les inondations et d'autres industries pétrochimiques. Cependant, plus de travail est nécessaire pour empêcher Natech.

AMÉRIQUE DU NORD

Etats-Unis **Oui**

- S'assurer que toutes les industries appliquent les meilleures pratiques de gestion et les évaluations des risques pour protéger les communautés et l'environnement susceptibles d'être touchés à proximité de leurs sites est un défi. Le personnel des autorités doit examiner et inspecter avec des sanctions sévères en cas de non-conformité.
- Pour que les pays américains bénéficient d'une assurance, les risques devront être évalués, des audits doivent être menés et des mesures d'atténuation des risques doivent être en place.

L'EUROPE DE L'EST

UKRAINE **Non**

- Un risque environnemental majeur et un risque pour les personnes est la destruction des installations chimiques et des installations de stockage causée par la guerre, les bombardements et la mauvaise manipulation par les occupants, etc.

Tout au long de la discussion, des sondages informels ont été menés pour aider à encourager la discussion entre les participants. Ils ne fournissent aucune donnée représentative

Sondage 2 : Le Natech est-il inclus dans les mesures de votre pays sur la prévention, la préparation et la réponse aux accidents chimiques ?) (N=21)

Oui – 48 %, dans des pays comme :

- Iran : il faut plus d'application.
- Pérou : Oui, mais il doit y avoir une meilleure application et mise en œuvre.
- Certaines industries réalisent d'importantes études d'évaluation des risques, mais elles sont encore limitées
- Allemagne : les événements naturels normaux tels que les fortes pluies, les sécheresses et les vagues de chaleur sont pris en compte, mais le changement climatique conduit à des situations beaucoup plus extrêmes qui dépassent ces mesures de sécurité et provoquent des débordements et d'autres problèmes.
- Principalement autour des catastrophes naturelles comme les inondations et pas vraiment sur les produits chimiques.
- Kenya : prévu entre autres catastrophes/accidents
- Éthiopie : L'Agence nationale de gestion des catastrophes effectue des travaux qui se concentrent davantage sur la réponse
- Zambie, inclus dans le plan de gestion et d'atténuation des catastrophes
- Principalement pour la gestion des inondations

Non – 4 %, en :

- Malawi

Pas sûr - 48 %, dans des pays comme :

- Le Botswana a un plan complet de gestion des catastrophes; cependant, celui-ci est centré.
- Eswatini : il y a un travail de l'Agence nationale de gestion des catastrophes qui se concentre davantage sur la réponse
- Madagascar, Tanzanie, Sénégal, Afrique du Sud
- Jamaïque : je ne sais pas s'il inclut le plan de gestion des catastrophes, mais il serait bon de l'inclure
- Je ne sais pas s'il est inclus dans les programmes de gestion des catastrophes qui répondent aux catastrophes nationales

Sondage 1 : Êtes-vous au courant d'accidents Natech survenus dans votre pays ? (Oui/non/incertain et indiquez le pays en réponse) (N=36)

Pas sûr -52 %, des pays comme :

- Jamaïque, Afrique du Sud, Sénégal, Tanzanie, Zambie, Malawi, Népal

Non – 26 %, pays comme :

- Népal : Manque de données agrégées sur les accidents liés aux catastrophes naturelles.
- Sierra Leone, Botswana, Madagascar, Tanzanie

Oui - 22 %, par exemple :

- Afrique du Sud : L'expérience de l'impact de 5 mois de pluie en une seule journée et les inondations ont eu un impact sur les industries chimiques.
- Zambie
- Slovaquie
- Pérou : Il y a une prise de conscience, mais dans la pratique, le processus n'est pas efficace. Un exemple est la récente marée noire due à des marées hautes (tsunami) après un tremblement de terre il y a quelques mois.
- Allemagne : Débordement des stations d'épuration des eaux par des précipitations exceptionnellement abondantes et contamination subséquente des rivières par de l'eau non traitée
- France : Les courants d'air provoquent un manque d'eau froide dans les rivières et un manque d'eau de refroidissement. En conséquence, cela provoque une surchauffe des centrales nucléaires, les obligeant à être arrêtées avant qu'une fusion ne se produise.

Q2. Quel est selon vous le rôle du monde du travail dans la prévention des MIA lorsqu'il s'agit d'accroître la sécurité au travail et les risques posés par le changement climatique ?

L'IRAN

- L'implication des agences mondiales concernées dans les PRFI est nécessaire. Des travaux sont en cours dans les PRE mais dans les PRFM, il y a un manque d'application et la situation nécessite de l'aide/coopération, etc.
- La production de produits chimiques, les produits contenant des produits chimiques et l'utilisation des produits peuvent donner lieu à la fois à des produits chimiques dangereux et à des émissions de gaz à effet de serre.

ESWATINI

- La mise en œuvre du Recueil de directives pratiques de l'OIT et des plans de prévention Natech pourrait suffire.

TANZANIE

- Lors de la demande d'enregistrement de produits chimiques dangereux, selon les exigences du pays, vous devez disposer d'un plan d'urgence, mais il est trop général.
- Avoir un document en place est essentiel, mais la connaissance et la mise en œuvre de ce qui se trouve à l'intérieur des documents sont essentielles. De plus, ayant en place des documents de politique, la sensibilisation des travailleurs est nécessaire.
- Sensibilisation par le biais de formations, d'ateliers et de plateformes sur les risques liés aux environnements de travail dangereux.
- Une formation de sensibilisation pour les autorités réglementaires et les décideurs politiques sur la préparation et la prévention des accidents pour Natech est nécessaire.
- Mauvais mécanisme de suivi.
- Le stress thermique provoque la décomposition des produits chimiques en métabolites dangereux, ce qui facilite leur mouvement.

GUYANE

- Le plan de communication des risques pour MIA doit être inclus dans la politique locale de SST.

AFRIQUE DU SUD

- Actuellement, la législation SST ne prévoit pas de dispositions pour le changement climatique ni la gestion des accidents de celui-ci. Cependant, la législation est actuellement en cours de révision et il serait idéal d'apporter des contributions à cette législation pour répondre aux problèmes d'urgence liés au changement climatique.
- Trop de ministères sont responsables des produits chimiques et aucune agence ne dirige la gestion des produits chimiques aux frontières.

JAMAÏQUE

- Il existe des dispositions pour gérer le commerce des produits chimiques. Par exemple, un navire pourrait laisser une cargaison dans le port et la cargaison n'est pas suffisamment étiquetée, ce qui indique qu'elle n'a pas été expédiée légalement. C'est un moyen peu coûteux d'éliminer les déchets
- Autres pays. Le commerce illégal est souvent dissimulé dans d'autres marchandises qui ne sont pas très réglementées.
- Faciliter le dialogue et/ou la négociation entre les parties prenantes pour accroître la sensibilisation et la mise en œuvre.

ZAMBIE

- Le pays dispose d'un cadre juridique pour la SST.
- Le changement climatique est considéré comme un risque émergent en Zambie et a besoin de plus de travail pour promouvoir la sensibilisation afin qu'il soit bien reconnu comme tel.
- Absence de mesures adéquates pour faire respecter les mouvements transfrontaliers. De nombreux organismes frontaliers n'ont pas les moyens d'identifier ce qui constitue un déchet dangereux, à l'exception d'inspecteurs environnementaux formés.
- Les déchets dangereux se produisent en raison d'un manque d'application des traités internationaux. L'application de la loi nationale n'est généralement pas là et la surveillance n'est pas disponible.

Sondage 3 : Connaissez-vous les cadres juridiques en matière de SST dans votre pays qui aident à protéger les travailleurs contre les risques en matière de SST dus aux AMI ou à d'autres expositions dangereuses ? (Oui/non/incertain et indiquez le pays en réponse) (N=26)

Oui – 100 % :

Afrique:

- Botswana : La santé et la sécurité au travail au Botswana sont régies par divers textes législatifs. Les principales lois sont la loi sur les fabriques; la loi sur les produits agrochimiques; la loi sur les mines, les carrières et les machines ; la Loi sur la radioprotection et l'indemnisation des accidents du travail.
- Ethiopie: proclamation sur le travail n° 466/2005
- eSwatini : loi de 2001 sur le travail, la sécurité et la santé.
- Kenya : La loi de 2007 sur la sécurité et la santé au travail réglemente tous les risques en matière de SST. Cependant, il examine généralement le lieu de travail mais n'aborde pas les MIA en tant que domaines autonomes. Il y a une mention de la façon de traiter les déversements.
- Afrique du Sud : The Occupational Health and Safety Act 85, 1993. Major Hazard Installations Regulations under the OHS Act in South Africa.
- Zambie : a mis en place des cadres juridiques

Suite du sondage 3 :

Union européenne:

- Il existe une obligation d'effectuer des évaluations des risques et de prendre des mesures de prévention et de protection.

Asie du sud est:

- Népal : nos cadres juridiques liés à la SST ne sont pas suffisants pour protéger les travailleurs de tous les risques en matière de SST dus aux AMI.

Autres pays inclus :

- Sénégal, Jamaïque, Tanzanie, Guyane, Iran, Madagascar, Malawi et Zimbabwe.

Autres exemples fournis par les participants :

- Instruction du ministère du travail, ministère de l'environnement et certaines conversions nationales ratifiées par notre gouvernement.
- Certaines entreprises effectuent des exercices de survie sur certains scénarios d'accident avec des représentants du gouvernement.
- Les conditions météorologiques extrêmes causées par le changement climatique ont un impact direct sur les travailleurs.
- La priorité doit être accordée à la diligence raisonnable concernant la prévention éventuelle des accidents.

Sondage 4 : Le changement climatique est-il considéré comme une menace liée au lieu de travail dans votre pays/expérience professionnelle ? (Oui/non/incertain et indiquez le pays en réponse) (N=27)

Oui -59%, par exemple en:

Afrique:

- Guyane
- Jamaïque : Le changement climatique n'est pas considéré comme une menace liée au lieu de travail. Il reste encore du travail de fond à faire pour éduquer la société civile sur l'impact local du changement climatique.
- Kenya : cependant, le changement climatique reste une zone grise à qualifier de menace liée au travail.
- Malawi : le changement climatique semble influencer l'utilisation des pesticides dans l'agriculture.
- Afrique du Sud : en particulier sur nos lieux de travail mettant en œuvre les ODD (en particulier l'ODD 13)
- Tanzanie
- Zambie : il s'agit d'un risque émergent, mais pas encore pleinement intégré dans de nombreuses politiques de SST sur le lieu de travail. Les inondations, les cyclones, etc. affectent de nombreux lieux de travail.
- Zimbabwe : Une bombe à retardement destinée à anéantir les opérations agricoles

Asie du sud est:

- Pérou : surtout compte tenu de la propension de la région aux tremblements de terre.

Autres exemples fournis par les participants :

- L'effet majeur du changement climatique perçu est qu'il modifie la probabilité et la fréquence d'occurrence d'événements extrêmes (comme les "crues de 1000 ans", et que les mesures considérées auparavant selon les anciennes probabilités sont insuffisantes
- Les personnes qui dépendent de conditions climatiques susceptibles de se déplacer d'un endroit à un autre en raison des changements climatiques. Les inondations pourraient amener les gens à migrer des zones touchées.
- En raison du changement climatique, les fluctuations météorologiques sont de plus en plus fréquentes en Iran et, dans la plupart des cas, la sensibilisation est principalement diffusée à la télévision nationale.
- Récemment, le changement climatique a été intégré dans les études environnementales

Non – 14 % par exemple dans :

Afrique:

- Kenya : Cependant, dans certains milieux, oui, pas autant, mais la sensibilisation au climat gagne du terrain.
- Afrique du Sud : le changement climatique est traité comme une question distincte.

Pas sûr – 27 % par exemple dans :

Pays qui ne sont pas sûrs :

- Eswatini, Afrique du Sud, Madagascar, Botswana, Sénégal, Madagascar et Éthiopie.

Q3: Comment les changements climatiques peuvent-ils accroître le problème du mouvement des déchets dangereux et son impact sur l'environnement et la santé ?

- les événements extrêmes peuvent affecter davantage le mouvement des déchets dangereux, affectent la lixiviation des produits chimiques et affectent les eaux souterraines.
- le développement de technologies et d'appareils verts pour lutter contre le changement climatique conduira à l'abandon d'anciens appareils, machines, etc.
- le concept de bioaccumulation concernant le changement climatique est préoccupant. en raison du changement climatique, les produits chimiques peuvent être absorbés par le corps humain et entraîner des risques pour la santé.
- il faut des mécanismes qui empêchent l'envoi de déchets dangereux vers les PRFI. les pays qui se lancent dans des économies vertes ont mis en place des mécanismes qui permettent de recycler les produits en incluant des mécanismes tels que la prise en compte des déchets dans leur conception et le remplacement des matières premières par des matières premières durables pour que les produits fabriquent des pièces pouvant être recyclées.
- les pays s'attaquent aux déchets électroniques tout en introduisant des technologies vertes.

Sondage 5 : Pourquoi le trafic illégal de déchets existe-t-il encore même s'il existe une convention traitant du mouvement des déchets et des déchets dangereux ? (N=41)

Mauvaise application de la réglementation nationale - 39 %, comme :

- Application de la réglementation ou absence d'activités d'inspection et de surveillance pour identifier le trafic illégal de déchets
- En Éthiopie, l'application est faible.
- Le trafic illégal existe en raison de la faiblesse des contrôles aux frontières et de l'application de la loi.
- Manque d'application, évitement des coûts, manque de sensibilisation à certains niveaux
- Application inadéquate dans les PRFI. Souvent, les « déchets » arrivent sous forme de dons proches de la fin de leur durée de conservation.
- Principalement un décalage entre la politique, la législation et l'application de la loi.
- Absence de contrôle transfrontalier.
- Manque d'application dans les politiques/le cadre juridique pour atténuer les mêmes
- Absence d'application des sanctions
- Faiblesse de la mise en œuvre, mécanismes d'application, coût associé aux nouveaux produits chimiques et plus le coût du recyclage est élevé.
- Situations triangulaires : expédition légale vers un pays, à partir duquel les déchets sont ensuite transférés illégalement en raison de contrôles et d'une application inadéquats (par exemple, de l'Europe vers la Turquie, et de là vers l'Asie).
- Le mécanisme de surveillance du mouvement des déchets par voie d'eau (en particulier pour les pays en développement) est faible et les trafiquants illégaux en profitent.
- Faiblesse des politiques d'application des lois douanières.

Corruption – 20 %, comme :

- Corruption de fonctionnaires dans les pays d'origine/d'accueil.
- Manque d'intégrité et corruption.
- Négligence et corruption.
- Dans les PRFI, la corruption conduit à une application contraire à l'éthique de la loi, il n'y a pas suffisamment d'agents chargés de l'application de la loi et des lacunes existent dans la législation et la réglementation.
- À Madagascar, il y a de la corruption et un mauvais contrôle des frontières.
- Frontières poreuses dues à la corruption et à la pauvreté sur la plupart de ces frontières. Contrôle inadéquat par les forces de l'ordre sur la circulation des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des différents pays.
- Le fardeau du gain financier et le « risque » de sanctions entraînent des activités illégales.
- Les profits générés par des activités illégales sont plus élevés que le risque de devoir payer des amendes.

Suite du sondage 5 :

Non-conformité/mise en œuvre des conventions internationales – 17 %, comme :

- Au Népal, la mise en œuvre de la Convention est faible.
- En Iran, comme dans d'autres PRFI, il existe des réglementations, des conventions mondiales, etc., mais elles sont rarement suivies.
- La convention s'applique aux pays qui en acceptent les conditions et les autres pays, qui ne l'ont pas ratifiée, abrogent ces accords internationaux.
- Bien que certains pays fassent partie de conventions mondiales, ils trouvent des moyens de contourner les lois mises en place et cherchent à servir leurs intérêts.
- La faiblesse de l'application et de la coordination dans la lutte contre le trafic illégal de déchets, associée à une faible compréhension de la convention
- Faible application des conventions.
- Comme les entreprises sont libres de déclarer des articles en tant que produit ou déchet, ils peuvent être déclarés non-déchets sans raison et, par conséquent, ne pas être expédiés en vertu de la convention de Bâle.

Autres -14,6%, comme :

- Probablement en évitant de payer les frais de transit applicables.
- L'ignorance et le manque de compétence peuvent en être les principales causes. Parfois, il s'agit d'un manque de responsabilité qui peut conduire à un commerce illégal incontrôlable.
- Une faiblesse réside dans les stratégies de mise en œuvre.
- La rigueur manquante dans la surveillance et le contrôle du trafic mais aussi une bonne stratégie de contrôle.
- Les déchets trouvent de nouveaux moyens d'entrer dans les pays sous la forme de nouveaux produits recyclés entièrement chargés de produits chimiques toxiques.
- Définition peu claire des déchets, de nombreux objets en panne (voitures, électronique, vieux pneus...) sont expédiés comme "objets d'occasion", alors qu'ils ne sont plus vraiment utilisables.

Manque de connaissances et d'infrastructures -12 %, comme :

- Manque de connaissances.
- Infrastructures inadéquates dans les contextes locaux.
- Le Népal manque d'infrastructures telles qu'un laboratoire ainsi que de ressources humaines formées pour lutter contre le commerce illégal de déchets.
- Infrastructures inadéquates dans les contextes locaux.
- Capacité insuffisante pour surveiller les mouvements/activités.

Sondage 6 : Comment le changement climatique peut-il augmenter les impacts des déchets dangereux et autres déchets ? (N=23)

Augmentation de la toxicité - 31 %, comme :

- En Iran, la plupart des réactions chimiques sont plus rapides à des températures plus élevées, et les fluctuations météorologiques plus récentes dues au changement climatique ont déjà causé davantage de problèmes de canicule.
- De nombreux ingrédients chimiques dangereux deviennent de plus en plus mobiles avec plus de chaleur et ont des taux de diffusion plus élevés hors des produits.
- Le stress thermique augmente la toxicité chimique
- L'augmentation des inondations et des perturbations du sol et des berges remobilise les produits chimiques qui y ont été déposés et immobilisés.
- Les changements climatiques augmentent les risques d'inondations, augmentent les températures augmentant ainsi les impacts des déchets dangereux et autres déchets.
- Chaque produit chimique a un certain point de température auquel il passe en phase gazeuse.11 Avec des températures élevées, ce point est atteint plus fréquemment
- Le changement climatique peut augmenter la formation d'incendies dans les sites d'enfouissement en raison des températures élevées
- Il peut également augmenter les taux de réactions.
- Changer la nature des composés en produits chimiques plus dangereux.

Dangers environnementaux -26%, comme :

- Lorsque les inondations augmentent, les déchets toxiques peuvent avoir un impact sur l'environnement en danger.
- L'intensité et la fréquence accrues des inondations augmenteront les rejets non intentionnels des sites d'élimination des déchets
- La chaleur provoque l'évaporation et est facilement disponible dans l'environnement par inhalation.
- La chaleur fait parcourir de plus longues distances à l'air chaud pollué et augmente ainsi les populations exposées.
- Les températures élevées contribuent aux incendies si elles dépassent le point de rinçage des pesticides.
- Les microplastiques se trouvent dans le plus haut sommet du monde, le mont Everest.

Augmentation du transport de déchets dangereux -34%, comme :

- Augmente la toxicité et le transport.
- Les événements liés au changement climatique peuvent affecter la manipulation des produits chimiques et entraînent parfois des mouvements de produits chimiques réduisant le temps de réponse autorisé
- Le changement climatique est lié à une augmentation des déchets dangereux et notamment lors des fortes canicules, des inondations.
- En augmentant la toxicité des déchets, en distribuant les déchets à différents endroits.
- Les eaux de crue laveront et transporteront les déchets dangereux d'un endroit à d'autres, répandant ainsi la contamination.
- Les tornades, les vents violents, etc. se produisent plus souvent avec le changement climatique et peuvent transporter des déchets dangereux et des produits chimiques vers des régions lointaines, propageant la contamination loin et à l'étranger
- Avec des océans plus chauds, les déchets dangereux peuvent voyager vers des endroits lointains

Autres -7%, comme :

- La fréquence et la probabilité croissantes des événements extrêmes liés au changement climatique ne sont pas prises en compte par les réglementations gouvernementales. C'est plutôt l'industrie de l'assurance qui pousse les entreprises à en tenir compte en raison de leurs risques.
- Le changement climatique fragilise l'économie et notre capacité d'adaptation s'est traduite par une semaine de recherche de nouvelles technologies et de bonnes alternatives.

Suite du sondage 6 :

Autres -7%, comme :

- La fréquence et la probabilité croissantes des événements extrêmes liés au changement climatique ne sont pas prises en compte par les réglementations gouvernementales. C'est plutôt l'industrie de l'assurance qui pousse les entreprises à en tenir compte en raison de leurs risques.
- Le changement climatique ? affaiblit l'économie et notre capacité d'adaptation s'est traduite par une semaine de recherche de nouvelles technologies et de bonnes alternatives.

Ressources utiles :

- Page Web de l'OCDE sur Natech : <https://www.oecd.org/chemicalsafety/chemical-accidents/risks-from-natural-hazards-at-hazardous-installations.htm>
- Brochure de l'OCDE sur la sensibilisation aux risques liés aux Natech (2022) <https://www.oecd.org/chemicalsafety/chemical-accidents/impact-of-natural-hazards-on-hazardous-installations.pdf>
- Critères communs d'inspection de Natech (Centre commun de recherche de la CE, 2021) : https://minerva.jrc.ec.europa.eu/en/shorturl/minerva/jrc121493cic_natechnewpdf
- AICHE (2019), Monographie du CCPS : Évaluation et planification des risques naturels, <https://www.iche.org/sites/default/files/html/536181/NaturalDisaster-CCPSmonograph.html>
- Base de données des accidents eNATECH : <https://enatech.jrc.ec.europa.eu/>
- Système d'évaluation des risques RAPID-N Natech : <https://rapidn.jrc.ec.europa.eu/>
- Page Web de la CEE-ONU sur Natech : <https://unece.org/industrial-accidents-convention-and-natural-disasters-natech>
- Centre d'urgence environnementale : <https://www.eecentre.org/>
- Travail de l'UNDRR sur la réduction des risques de catastrophe: <https://www.undrr.org/>
- Convention n° 174 de l'OIT sur la prévention des accidents industriels majeurs : https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:55:0::NO::P55_TYPE,P55_LANG,P55_DOCUMENT,P55_NO:CON,en,C174,/Document
- Recommandation n° 181 de l'OIT sur la prévention des accidents industriels majeurs : https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:55:0::55:P55_TYPE,P55_LANG,P55_DOCUMENT,P55_NO:REC,en,R181,/Document
- Recueil de directives pratiques du BIT sur les accidents industriels majeurs : https://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/normative-instruments/code-of-practice/WCMS_107829/lang--en/index.htm
- Document thématique de l'OIT - Climate Change and Labour: Impacts of Heat in the Workplace: https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/publications/WCMS_476194/lang--en/index.htm
- Rapport de recherche de l'OIT - Travailler sur une planète plus chaude : L'effet du stress thermique sur la productivité et le travail décent : https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_711919/lang--en/index.htm
- Vidéo du BIT, SST et changement climatique : [Vision Zero Fund - SST et changement climatique \(DRAFT 2\).mp4 on Vimeo](https://www.vimeo.com/476194)
- Convention de Bâle : <http://www.basel.int/>

- Commerce illégal de déchets : qu'est-ce qui motive ce crime transnational de plusieurs milliards de dollars et qu'est-ce qui pourrait l'arrêter ? :<https://baselgovernance.org/news/illegal-waste-trade-whats-driving-multi-billion-dollar-transnational-crime-and-what-could-stop>
- Délinquance liée aux déchets – lacunes des risques liés aux déchets pour relever le défi mondial des déchets :[CRIMINALITÉ DES DÉCHETS – ÉCARTS DE RISQUE DES DÉCHETS POUR RELEVER LE DÉFI MONDIAL DES DÉCHETS](#)
- Les crimes environnementaux sont en augmentation, tout comme les efforts pour les prévenir :<https://www.unep.org/news-and-stories/story/environmental-crimes-are-rise-so-are-efforts-prevent-them>
- Déchets plastiques et changement climatique - quel est le lien ? :<https://www.wwf.org.au/news/blogs/plastic-waste-and-climate-change-whats-the-connection>
- PRODUITS CHIMIQUES, DÉCHETS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE:<https://www.mercuryconvention.org/climatechange-report/>

La CSDG CoP :Le Secrétariat de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et la Division de la santé environnementale de l'Université du Cap (UCT) ont créé cette communauté de pratique (CoP) pour favoriser les discussions en ligne et aborder les questions clés sur les produits chimiques et les ODD (CSDG) entre les parties prenantes des gouvernements, des organisations internationales, de l'industrie, des universités et de la société civile.

Cette CoP contribue au projet SAICM/GEF sur la composante de gestion des connaissances sur les questions politiques émergentes en matière de produits chimiques. Cette activité est soutenue par le projet ID: 9771 du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur les meilleures pratiques mondiales sur les questions émergentes de politique chimique dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM).

Si vous avez des questions ou avez besoin d'éclaircissements sur cette initiative, veuillez contacter le secrétariat de la SAICM à l'adresse saicm.chemicals@un.org ou l'UCT à l'adresse uctcops@outlook.com.

Rejoignez la CoP des CSDG sur:<https://saicmknowledge.org/community> **Avertissement:** Les informations contenues dans ce résumé représentent les opinions des membres participants de différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Secrétariat de la SAICM, du FEM ou de l'UCT, et la citation de noms commerciaux ou de processus commerciaux ne constitue pas non plus une.

Avis de non-responsabilité : les informations contenues dans ce résumé représentent les opinions des membres participant de différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Secrétariat de la SAICM, du FEM ou de l'UCT, et la citation de noms commerciaux ou de processus